



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 29 août 2022

Discours de Mme Élisabeth BORNE, Première ministre

**Rencontre des entrepreneurs de France
Paris**

Lundi 29 août 2022

Seul le prononcé fait foi

Madame la Cheffe du Gouvernement,
Monsieur le Président du Conseil des ministres,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Monsieur le préfet,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur le président, cher Geoffroy ROUX DE BEZIEUX,
Mesdames et Messieurs,

L'été que nous venons de passer est un **puissant rappel à l'ordre**.

Ces derniers mois :

- la canicule a commencé plus tôt encore que les autres années ;
- la sécheresse a atteint des niveaux records ;
- les feux de forêts ont détruits des dizaines de milliers d'hectares, y compris dans des territoires jusqu'ici épargnés ;
- des orages violents ont fait des victimes et provoqué des dégâts considérables.

Le dérèglement climatique n'est plus une vérité qui dérange, c'est une réalité qui détruit.

Il est là, concret, tangible, visible. Personne n'échappera à ses effets.
C'est un danger qui pèse sur notre économie, notre santé, notre quotidien.

En même temps que cette crise nous touche, un drame nous choque, profondément, à quelques milliers de kilomètres de Paris.

Une démocratie est attaquée.
Des villes entières sont détruites.
Des populations doivent fuir.
Et des vies humaines sont perdues.

En tant que citoyens,
En tant que démocrates,
En tant qu'Européens,
Cette attaque brutale nous indigne, nous révolte et nous impose d'agir.

Vous avez entendu tout à l'heure le témoignage poignant du président ZELENSKY. Je veux ici, à nouveau, assurer l'Ukraine du total soutien de la France. Nous serons à ses côtés jusqu'au bout.

Dans un moment historique pour l'unité européenne, nous avons adopté sept paquets de sanctions contre la Russie. Des sanctions contre le secteur financier et des restrictions commerciales majeures dans un grand nombre de domaines.

Ces sanctions ont un objectif : rendre le prix de la guerre insupportable pour la Russie. Cela demande de l'unité. Cela demande de la fermeté.

Je veux ici saluer l'engagement des entreprises des secteurs concernés. En appliquant les sanctions, vous assurez leur pleine efficacité et vous êtes des acteurs essentiels dans la résolution de ce conflit.

Oui, ces sanctions ont un coût. Nous le savons et le président de la République l'a rappelé : la liberté a un prix.

Oui, aussi, cette guerre a des conséquences lourdes, durables.

Nous avons agi résolument pour limiter les effets de la hausse des prix et protéger le pouvoir d'achat des Français. De nouvelles mesures entreront en vigueur dans les prochains jours.

Ces mesures ont un coût inédit pour les finances publiques. Cet investissement nécessaire, indispensable, va peser durablement sur nos comptes et rendre chaque choix financier plus difficile à faire pour l'Etat. Il n'y a pas de surprofits de la part de l'Etat.

En protégeant le pays de l'inflation et d'un choc d'offre négatif, nous avons protégé notre économie, évitant la dérive dans une spirale inflationniste.

Cette spirale, chaque acteur économique, au premier rang desquels les entreprises, en aurait été victime.

Il est indispensable que chacun le mesure, dans un débat public toujours prompt à chercher des responsables ou des profiteurs.

Mais au moment où nous parlons, un nouveau défi nous attend, une nouvelle urgence : si la Russie venait à couper totalement ses exportations de gaz vers l'Europe, les conséquences seraient massives.

L'heure est grave, mais elle n'est plus aux constats. Elle est à l'action résolue.

Certes, les prochains mois et les prochaines années seront difficiles, exigeants. Mais si nous agissons, nous pourrons :

- surmonter le risque de pénurie de gaz cet hiver ;
- atténuer le dérèglement climatique ;
- nous adapter aux effets qui sont déjà irréversibles ;
- mais aussi, faire de la transition écologique une opportunité pour l'innovation, pour la croissance, pour l'emploi.

Nous pouvons y parvenir, mais il y a plusieurs conditions à cela.

La première : nous devons **agir plus vite et plus fort**. Nous devons mettre en œuvre des solutions radicales et innovantes, engager des changements puissants dans nos manières de produire, d'investir, dans la formation aux métiers de demain.

La seconde condition, c'est de **nous fixer des buts communs**. L'heure n'est plus aux querelles entre les partisans d'une écologie des petits pas et ceux de

la décroissance. Toutes les bonnes volontés doivent se fédérer autour d'objectifs clairs et d'ambitions partagées.

La troisième condition, c'est que **nous fassions bloc**. Etat, collectivités, entreprises, associations, citoyens, chacun doit prendre sa part, à sa mesure.

Nous avons tous notre rôle à jouer. Nous entrons dans l'ère de la responsabilité collective. **Nous réussissons ensemble ou nous échouons ensemble.**

*

Je vous le disais, notre premier défi n'attendra pas.

La Russie a déjà coupé la plus grande partie de l'approvisionnement en gaz de l'Europe.

Et si elle venait à couper complètement ses exportations, nous savons que l'Europe manquera de gaz cet hiver. Il n'y a pas d'alternative immédiate pour compenser.

Dans ce contexte, nous sommes moins exposés que les autres Nations européennes, mais **ne croyons pas une seconde que notre pays serait hors de risque.**

Nous savons d'ores et déjà que nous aurons, cet hiver, moins de gaz que les autres années.

Nous savons aussi que notre parc nucléaire connaît des difficultés et que le redémarrage rapide des réacteurs à l'arrêt est essentiel pour éviter les coupures.

Et nous subissons l'explosion des prix de marché du gaz et de l'électricité.

Depuis le premier jour, mon Gouvernement agit :

- nous avons augmenté les capacités d'importation de nos terminaux méthaniers ;
- nous avons simplifié drastiquement les procédures pour raccorder rapidement un nouveau terminal méthanier flottant au Havre ;
- nous sommes en train d'augmenter nos stockages et ils seront remplis à 100% à la fin de l'été ;

- avec le président de la République, nous négocions pour que l'Europe soit en capacité d'offrir une plateforme d'achat commun de gaz naturel liquéfié ;
- nous mettons tout en œuvre pour qu'EDF retrouve sa performance industrielle ;
- et nous atténuons la hausse des prix, avec des baisses de fiscalité sur l'énergie, l'augmentation de l'ARENH, qui allège vos factures d'électricité et des aides exceptionnelles permises par l'Union européenne au titre de la crise ukrainienne.

Cette crise est un nouveau défi pour la solidarité européenne. Nous devons répondre présents :

- d'abord, parce que nous subissons fortement, en retour, les conséquences d'un ralentissement économique européen ;
- et ensuite, parce que c'est en faisant preuve de solidarité aujourd'hui, que nous pourrons à notre tour en bénéficier demain.

Alors, face aux menaces de pénurie de cet hiver, nous n'avons qu'une seule voie : **la baisse de la consommation d'énergie.**

Cette baisse, je vous propose que nous l'organisions ensemble.

Si nous ne le faisons pas, si chacun ne prend pas sa part, des coupures brutales de gaz pourraient avoir lieu, du jour au lendemain, avec de graves conséquences économiques et sociales. C'est le délestage, qui peut, au demeurant, aussi concerner l'électricité, et nous devons à tout prix l'éviter.

Alors, notre première urgence, c'est d'arrêter dès maintenant toutes les consommations d'énergie qui ne sont pas indispensables.

C'est le sens du plan de sobriété annoncé par le président de la République le 14 juillet dernier. Ce plan, c'est un pacte que nous vous proposons : **préférer les économies choisies plutôt que les coupures subies.**

L'Etat doit être le premier à montrer l'exemple. A ma demande, des mesures de sobriété ont été prises dès cet été et chaque ministère doit finaliser en septembre un plan de sobriété pour réduire nos consommations de 10%, au moins dans les deux prochaines années.

La sobriété, c'est aussi notre responsabilité, en tant que citoyens.

Je mesure les inquiétudes des Français. Je sais que beaucoup multiplient déjà les éco-gestes.

Mais la situation est préoccupante. Chacun doit s'interroger sur ce qu'il peut faire pour consommer moins, à son niveau et compte tenu de ses moyens.

« Compte tenu de ses moyens », j'insiste. Car, évidemment, les Français en précarité énergétique ne sont pas ceux qui devront encore faire des efforts.

Une vaste campagne d'information sur les éco-gestes sera lancée dans les prochaines semaines. Je compte sur vous, aussi, pour la relayer.

La sobriété, enfin, concerne bien sûr vos entreprises :

- je sais que vous avez déjà commencé à réduire vos consommations car vous subissez la hausse des prix de l'énergie ;
- mais il faut aller plus loin ;
- depuis le mois de juillet, vous travaillez à des mesures supplémentaires, avec la ministre de la Transition énergétique ;
- des premiers engagements concrets ont été pris, notamment dans la grande distribution, je veux les saluer ;
- j'entends aussi, cher Geoffroy ROUX DE BEZIEUX, les propositions que vous formulez. Je retiens notamment l'idée d'un ambassadeur de la sobriété dans chaque entreprise. Ce modèle avait bien fonctionné avec les référents Covid, et je vous invite à le mettre en œuvre.

Au-delà de ces réflexions communes, chaque entreprise doit se mobiliser et agir. **J'appelle donc chacune à établir, en septembre, son propre plan de sobriété.**

Si nous agissons collectivement, nous pouvons surmonter ce risque de pénurie.

Mais si chacun ne prend pas sa part, ou que toutes les hypothèses défavorables se conjugueraient, nous serions amenés à imposer des baisses de consommation.

Si nous devons en arriver au rationnement, les entreprises seraient donc les premières touchées. Et nous devons malheureusement nous y préparer :

- nous travaillons avec plusieurs d'entre vous, et notamment France Industrie, aux manières de réduire au maximum l'impact économique d'un éventuel rationnement. Nous pensons notamment à un marché d'échange de droits à consommer ;

- pour les entreprises qui seraient trop fortement impactées, nous pourrions prendre des mesures de soutien adaptées.

Je vous donne rendez-vous début octobre. Nous disposerons d'un premier bilan des plans de sobriété engagés et des dernières prévisions des experts. Je présenterai alors les différents scénarios et nous aurons une vision plus claire du risque de rationnement.

Ensemble, nous pouvons surmonter la menace de pénurie d'énergie de cet hiver.

Mais au-delà de ces efforts exceptionnels, préparer cet hiver et les suivants, c'est accélérer la sortie des énergies fossiles. C'est agir pour notre souveraineté énergétique. C'est aussi améliorer notre compétitivité face à l'explosion des prix de l'énergie.

Mesdames et Messieurs,

Les mois qui viennent ne sont qu'une étape vers les changements plus profonds, que nous devons engager pour la transition écologique.

Nous avons besoin d'une évolution radicale. Mais ne nous trompons pas sur le sens de ce mot. Radical ne veut pas dire violent, subi, ni décroissant.

Contrairement à l'affirmation de certains, la décroissance n'est pas la solution. La décroissance attaquerait notre niveau de vie. Elle mettrait en péril le financement de notre modèle social. Elle braquerait nos concitoyens et nous empêcherait d'avancer.

La solution viendra d'une croissance nouvelle, réorientée. La transition écologique est une opportunité. Elle permettra d'innover, de transformer les filières existantes et d'en créer de nouvelles, de renforcer notre souveraineté et de créer de nouveaux emplois.

Pour cela, il nous faut aussi un plan de bataille : la planification écologique.

Nous ne partons pas de rien.

Nous nous appuyons sur un bilan concret avec une accélération de la diminution de nos émissions de gaz à effet de serre au cours du précédent quinquennat.

Nous devons aller plus loin. Le président de la République s'est engagé à un doublement de la baisse dans le quinquennat qui s'ouvre. C'est ensemble que nous y parviendrons.

Pour tenir notre objectif européen de réduire de 55% les émissions d'ici 2030, et pour nous adapter face au dérèglement climatique, nous avons besoin d'un plan global et complet :

- il sera le pendant du « green deal » européen ;
- il établira toutes les transformations supplémentaires que nous devons engager dans nos façons de nous déplacer, de nous nourrir, de produire, de nous loger, de consommer.

Pour définir ce plan, nous avons besoin d'un calendrier et d'une méthode clairs.

Nous allons travailler secteur par secteur, en rassemblant toutes les parties prenantes autour des ministres compétents.

Chaque secteur aura des objectifs de baisse d'émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique et devra définir :

- une liste d'actions très concrètes à mener ;
- un calendrier de mise en œuvre précis, avec des points d'étape, où nous devons rendre compte collectivement ;
- des moyens à mobiliser et des freins à lever pour réussir.

Dès le mois de septembre, nous lancerons des premiers cycles de discussions et de négociations pour trois premiers secteurs clés.

Le premier, c'est celui de la **forêt**. Au-delà des incendies de cet été, la hausse des températures met à mal nos forêts et renforce l'urgence à agir. Protéger et mieux gérer nos forêts, c'est préserver notre biodiversité et nos puits de carbone.

Le second secteur, c'est celui de **l'eau**. La baisse des prélèvements en eau est essentielle pour nous adapter au changement climatique. Nous devons mieux lutter contre les gaspillages, prioriser nos usages et faire évoluer certaines de nos pratiques agricoles, dans la suite du Varenne de l'eau.

Et le troisième secteur pour lequel nous voulons planifier, c'est la **production d'énergie décarbonée**, autour du nucléaire et des énergies renouvelables.

Le ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, le ministre de l'Agriculture et la ministre de la Transition énergétique piloteront ces trois premiers chantiers.

Pour ne pas perdre de temps, dès que des mesures feront l'objet d'un accord, nous acterons leur mise en œuvre, sans attendre la fin de tout le processus de négociation.

Au cours de l'automne, cette démarche sera engagée pour l'ensemble des secteurs, avec comme objectif d'aboutir, d'ici la fin de l'année, à une première vision complète de notre planification écologique.

Un suivi constant de sa mise en œuvre sera réalisé par le nouveau Secrétariat général à la planification écologique.

Ce suivi doit être transparent. Nous souhaitons le partager avec les Français. Un tableau de bord sera rendu public. Chacun pourra voir où nous en sommes. Ce qui avance. Et ce qui reste à faire.

Nous nous dotons d'une stratégie claire. **Et vous prendrez aussi vos responsabilités, je le sais.**

C'est un impératif, car la transition écologique sera la condition *sine qua non* de la compétitivité des entreprises demain :

- celles qui ne se transformeront pas verront leur part de marché, leurs opportunités, leur attractivité et leur capacité à recruter des talents se réduire jusqu'à disparaître ;
- tandis que celles qui s'engageront et investiront sur la transition écologique vont croître, attirer et se développer.

Mener à bien la transition écologique est donc dans l'intérêt des entreprises. Je sais que vous y êtes déterminés.

Vous êtes des entrepreneurs, des innovateurs. Vous avez traversé et surmonté d'autres transformations, d'autres révolutions. Et nous allons vous y aider.

Nous agissons pour vous donner **une vision, un cadre d'action clair et prévisible, y compris au niveau européen.** Je sais, cher Geoffroy ROUX DE BEZIEUX, qu'il s'agit d'une des préoccupations les plus fortes des entreprises. Grâce à la planification et à notre action auprès de la Commission, nous vous

offrirons une visibilité maximale en termes de normes, de fiscalité et d'incitations.

Grâce à ce cadre clair, les entreprises, les banques, les fonds pourront orienter massivement leurs capitaux vers des investissements d'avenir pour la décarbonation, l'évolution des usages ou encore l'économie circulaire.

La transition écologique doit désormais être un critère central de chaque décision d'investissement, privé comme public.

Nous vous accompagnerons pour compléter et prolonger votre action.

C'est le sens, bien sûr, du plan d'investissement **France 2030**, qui mobilise plus de 50 milliards d'euros pour préparer la France de demain, pour répondre par l'innovation aux grands défis de notre temps, pour révolutionner l'industrie, nos transports, notre agriculture.

Ce plan doit permettre de soutenir nos secteurs d'avenir : l'hydrogène, les énergies renouvelables, les véhicules électriques, le nucléaire, les semi-conducteurs consommant moins, ou encore les matériaux pour la transition écologique.

Les appels à projets sont lancés et près de 7 milliards d'euros sont déjà engagés. C'est le signe que la réindustrialisation par l'innovation et par la transition écologique, entamée depuis 2017, fonctionne et s'accélère. Avec des créations d'emplois et des filières nouvelles à la clé.

Les résultats sont là :

- 3 gigafactories de batteries en France, alors que nous n'en comptons aucune en 2017 ;
- d'autres sur l'hydrogène arrivent, comme à Belfort.

C'est un immense chantier qui s'engage. Il va encore falloir accélérer dans les prochaines années.

Soutenir vos investissements, c'est également le rôle de BpiFrance et de l'ADEME.

Pour réussir la relocalisation, nous créons un cadre de concurrence loyal face aux entreprises moins vertueuses, notamment grâce à la taxe carbone aux frontières de l'Europe.

Nous allons aider aussi les secteurs qui doivent changer et notamment les travailleurs dont les professions évoluent, par l'anticipation, la formation et la reconversion. Je pense en particulier à l'automobile, qui fait face à des défis immenses.

Pour inciter chacun à s'engager dans la transition écologique, certaines entreprises font d'ores et déjà le choix de conditionner une part du salaire de leurs dirigeants à l'atteinte d'objectifs RSE.

C'est une excellente chose, qui témoigne d'une volonté de faire et d'un engagement concret.

Comme vous y a appelé le président de la République, je vous invite à nous faire part de propositions ambitieuses pour que cette pratique devienne la norme.

Nous attendons, aussi, un accompagnement de vos salariés, en les aidant à adopter des mobilités plus propres. Mais également en limitant les déplacements et en favorisant les nouvelles manières de travailler.

Mesdames et Messieurs,

La transition écologique sera un levier clé pour l'émergence de nouvelles filières, de nouveaux secteurs et la création de nouveaux emplois.

Elle est donc au cœur de notre stratégie pour atteindre le plein-emploi.

Car le plein-emploi est un des combats clé de mon Gouvernement. J'y tiens personnellement, et il nous est accessible.

Grâce aux réformes du précédent quinquennat :

- nous avons porté l'apprentissage à des niveaux records ;
- nous avons mené un effort particulier pour notre jeunesse ;
- et, surtout, nous avons rendu le travail toujours plus attractif.

Les résultats sont là :

- le taux de chômage est au plus bas depuis 15 ans ;
- le taux de chômage des jeunes est au plus bas depuis 40 ans ;
- nous avons d'ores et déjà accompli la moitié du chemin.

Si je fais du plein emploi, l'une des matrices de l'action du Gouvernement, c'est parce que **tout un modèle de société en découle.**

Le travail, c'est l'émancipation et la dignité. C'est la capacité à gagner son indépendance, à choisir sa vie. C'est la source de l'égalité, car il récompense le sens de l'investissement et de l'effort.

Avec le plein-emploi, nous pourrions créer plus de richesses et, en cela, garantir la pérennité de notre modèle social.

Avec le plein-emploi, nous pourrions atteindre nos objectifs de croissance et être des acteurs incontournables de la souveraineté européenne. Le plein-emploi sera déterminant pour atteindre notre ambition : **une France forte dans une Europe indépendante.**

Alors, pour réussir, le Gouvernement mènera toutes les réformes nécessaires, pour certaines dès les prochaines semaines, afin de lever les différents freins au plein emploi.

Nous continuerons à rendre le travail toujours plus rémunérateur que l'inactivité.

Lorsque tant de secteurs connaissent des difficultés de recrutement, personne ne peut comprendre que nous ayons encore trop de personnes au chômage.

Dès la rentrée parlementaire, nous présenterons aux députés un projet de loi sur l'assurance chômage.

Par ailleurs, nous engagerons rapidement des discussions avec les partenaires sociaux, auxquels je continuerai à faire confiance, pour faire évoluer les règles d'indemnisation chômage en fonction de la conjoncture : plus strict quand la situation de l'emploi est favorable et plus protectrice quand le chômage est plus important.

Nous rendrons aux aides sociales leur vocation. Une aide n'a de sens que si elle va de pair avec une démarche d'insertion.

C'est l'objectif du Contrat d'engagement jeune, que nous avons lancé au début de cette année.

C'est le but de la réforme du RSA, que nous voulons engager.

Nous veillerons à mieux accompagner les chômeurs, en faisant en sorte que tous les acteurs travaillent ensemble et en simplifiant notre organisation. France Travail incarnera ce changement.

Nous allons continuer à adapter la formation aux nouveaux emplois et aux besoins du marché du travail.

Nous agirons dès la fin du collège en orientant mieux et en réformant les lycées professionnels.

Nous continuerons à accompagner le développement de l'apprentissage avec un objectif d'un million d'apprentis d'ici la fin du quinquennat. Nous veillerons à activer tous les leviers pour simplifier et favoriser le recours à la formation professionnelle.

Nous renforcerons l'accès à la reconversion vers les filières de demain ou qui ont le plus de besoin.

Nous le ferons avec les partenaires sociaux. Je sais, cher Geoffroy ROUX DE BEZIEUX, votre souhait d'avancer sur des propositions nouvelles dans la suite de l'accord cadre interprofessionnel conclu le 15 octobre dernier. Travaillons ensemble.

Enfin, le plein emploi est la garantie de pouvoir financer nos dépenses sociales. Aussi, pour l'équilibre de notre système, il nous faudra travailler progressivement un peu plus longtemps.

Nous le ferons en tenant compte des carrières longues, de la pénibilité, du maintien dans l'emploi des seniors.

Ces réformes imposent l'échange et le partage d'information avec tous les acteurs de notre société. Nous mènerons des concertations dès l'automne et nous aurons l'occasion d'en débattre au sein du Conseil national de la refondation.

Mesdames et Messieurs,

Notre action, dans la continuité de ce qui a été porté dans le quinquennat précédent, **repose sur deux piliers :**

- **créer un environnement propice à votre croissance ;**
- **vous donner les outils nécessaires pour mieux partager les profits.**

C'est pourquoi nous avons créé la prime de partage de la valeur et développé les mécanismes d'intéressement.

C'est pourquoi **nous avons pris un engagement ferme : pas de hausses d'impôts.**

Cet engagement, nous nous y tenons, sans céder aux sirènes du populisme.

Au contraire, comme vous l'appeliez de vos vœux, nous allons continuer les baisses massives sur les impôts de production et supprimer la CVAE.

Au total, plus d'un million d'emplois ont été créés dans le précédent quinquennat. C'est une réussite exceptionnelle. Face à nous désormais, et chacun de vous peut en témoigner, **le défi va être celui du recrutement et des compétences.**

C'est un défi immense. C'est la dernière marche à franchir pour sortir de cette culture du chômage de masse qui pèse sur le pays depuis des décennies. **La clé, c'est l'attractivité des métiers.**

Pour recruter, il ne s'agira pas uniquement d'attendre que l'État fixe de nouvelles normes ou de nouvelles obligations, mais que vous agissiez résolument :

- pour garantir une meilleure qualité de vie au travail ;
- pour engager les négociations salariales nécessaires ;
- pour investir sur tous les freins à l'accès au travail – je pense notamment à la mobilité des salariés.

Il n'y aura pas de plein-emploi, sans bon emploi.

C'est la condition de votre attractivité et de votre croissance. Vous le savez. C'est aussi ce qui permettra un pouvoir d'achat robuste et durable. Ce qui assurera la création de richesse au service de tous.

*

Mesdames et Messieurs,

Le président de la République l'a souligné, nous sommes dans une **période de bascule** :

- toutes nos certitudes sont ébranlées ;
- le réchauffement climatique s'accélère ;
- tout ce qui nous semblait infini touche ses limites.

Nous devons réagir, changer, nous adapter. Nous devons mener des transformations radicales dans nos manières de produire, d'investir, de consommer.

L'heure n'est plus à attendre.

L'heure n'est plus aux demi-mesures.

L'heure n'est plus au chacun pour soi.

L'heure est à la responsabilité collective.

État, entreprises, collectivités, citoyens : chacun doit prendre sa part. La situation l'exige.

C'est l'unique moyen pour réussir. C'est aussi une occasion historique pour vivre mieux. Et pour les entrepreneurs que vous êtes, ce défi doit être une opportunité.

J'ai confiance. Ensemble, nous allons le relever.

Je vous remercie.